

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 3165

[2006/202756]

7 JUILLET 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 5 février 1999 et par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée en dernier lieu par la loi du 13 juillet 2001;

Vu le Règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1913/2005 du Conseil du 23 novembre 2005;

Vu le Règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et concernant l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine et abrogeant le Règlement (CE) n° 820/97 du Conseil;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 319/2006 de la Commission du 20 février 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) 489/2006 de la Commission du 24 mars 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aide prévus aux titres IV et IVbis dudit Règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 263/2006 de la Commission du 15 février 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 26 juin 2006;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la prime à l'extensification n'est plus octroyée depuis le 1^{er} janvier 2005;

Considérant qu'il est nécessaire d'informer sans retard les agriculteurs de ce qu'à partir de 2006 aucun droit à la prime à la vache allaitante ne sera octroyé à partir de la réserve et de ce que les modalités d'octrois aux producteurs de droits à la prime en provenance du fonds des droits à la primes à la vache allaitante sont modifiées;

Considérant que ces nouvelles modalités d'octrois aux producteurs de droits à la prime à la vache allaitante s'appliquent avec effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 2006;

Considérant que les producteurs doivent être informés au plus tôt de ces modalités;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes, est ajouté le point 6^o stipulé comme suit :

« 6^o "conjoint aidant" : la personne physique affiliée à une caisse d'assurance sociale pour travailleurs indépendants comme indépendant en qualité de conjoint aidant au sens de l'article 7bis, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, remplacé par l'article 42 de la loi-programme du 8 avril 2003, en qualité d'agriculteur et qui exerce une activité agricole dans la même exploitation que son conjoint ou partenaire cohabitant légal. »

Art. 2. A l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 relatif à la prime à la vache allaitante et au paiement à l'extensification pour les vaches allaitantes, est ajouté l'alinéa suivant :

« A partir de 2006, les droits à la prime à la vache allaitante en provenance de la réserve ne sont pas distribués. »

Art. 3. A l'article 4 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes.

Le premier paragraphe est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. En cas de transfert d'une exploitation à un autre producteur par succession, en vertu d'un acte translatif ou déclaratif de propriété ou d'usufruit d'immeuble ainsi que d'un acte portant bail, sous-bail ou cession de bail, et en cas de mise en commun d'exploitation par deux ou plusieurs producteurs, le producteur-cédant qui n'a pas déjà demandé, conformément à l'article 5, la prime à la vache allaitante pour l'année en cours, peut transférer au producteur-preneur tous ses droits à la prime sans retenue pour la réserve.

Les deux producteurs doivent signer la demande de transfert de droits visée au premier alinéa. Lorsque l'un ou l'autre des producteurs concernés est un groupement de personnes physiques, toutes les personnes de ce groupement doivent signer. En cas de personne morale, la demande doit être signée par l'administrateur délégué ou le gérant ou par chacun des administrateurs délégués ou gérants de cette personne morale.

A partir du 1^{er} janvier 2006, le producteur-preneur doit répondre aux conditions d'une première installation telle que visée par le chapitre IV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997 concernant les aides à l'agriculture. Le producteur-preneur doit reprendre la totalité de l'exploitation ainsi que la totalité des droits à la prime à la vache allaitante du producteur-cédant. Si le producteur-preneur, ou le cas échéant la personne physique membre du groupement concerné, n'a pas introduit au moment de sa demande de transfert de droits à la prime par reprise d'exploitation, une demande relative aux aides à l'agriculture pour raison de première installation en vertu dudit chapitre IV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 1997, le producteur-preneur est tenu de joindre à sa demande de transfert de droits à la prime les pièces justificatives suivantes :

- un extrait d'acte de naissance relatif à la personne concernée;
- une convention de reprise datée et signée;
- une copie de la carte d'identification;
- une copie des baux à ferme relatifs à la convention de reprise;
- une attestation de la caisse d'assurance sociale mentionnant que la personne exerce une activité agricole à titre principal.

Toutefois, lorsque le producteur-preneur est connu préalablement de l'administration comme membre d'un groupement de deux personnes physiques dont il est le conjoint-aidant, ce producteur-preneur peut avoir accès à une première installation pour autant que toutes les autres conditions soient remplies et que ce producteur-preneur ne gère pas préalablement au transfert d'exploitation considéré d'autre exploitation que celle gérée conjointement avec son époux.

La condition de première installation visée au troisième alinéa n'est pas exigée pour une exploitation donnée, dans les situations suivantes :

1° lorsque le producteur cédant l'exploitation et transférant ses droits change son statut juridique ou change de dénomination juridique en faveur du producteur-preneur dont il reste la même personne physique gestionnaire;

2° lorsque le producteur cédant l'exploitation et transférant ses droits est un groupement de personnes physiques et le producteur-preneur l'une de ces personnes, pour autant que le producteur-preneur reprenne la totalité de l'exploitation considérée;

3° lorsque le producteur-preneur est un groupement de personnes physiques dont l'une des personnes est le producteur-cédant, pour autant que le producteur-preneur reprenne la totalité de l'exploitation considérée et des droits considérés;

4° En cas de scission d'une exploitation gérée par un producteur-cédant, groupement de personnes physiques.

Dans les cas visés aux troisième et cinquième alinéas, le producteur-preneur ne peut pas céder ses droits à la prime à la vache allaitante durant l'année en cours et l'année suivante et doit utiliser la totalité de ses droits durant cette même période. »

Au deuxième paragraphe, au point *a)*, la première phrase est remplacée comme suit :

« En cas de lien de parenté au premier ou deuxième degré ou d'alliance au premier degré entre le producteur-cédant et le producteur-preneur, ou encore lorsque le producteur-cédant et le producteur-preneur sont conjoints entre eux, le producteur-cédant peut transférer partiellement ou totalement ses droits à la prime au producteur-preneur, pendant la période de transfert fixée par le Ministre. »

Art. 4. L'article 5 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Le Ministre fixe les modalités de demande de prime. »

Art. 5. Les articles 6 à 8 du même arrêté ne sont plus d'application après le 1^{er} janvier 2005.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2006, sauf les articles 4 et 5 qui produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2005.

Art. 7. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juillet 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 3165

[2006/202756]

7. JULI 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 5. Februar 1999 und den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisierung der durch die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrollen und zur Abänderung verschiedener gesetzlichen Bestimmungen;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 13. Juli 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1913/2005 des Rates vom 23. November 2005;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1760/2000 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Juli 2000 zur Einführung eines Systems zur Kennzeichnung und Registrierung von Rindern und über die Etikettierung von Rindfleisch und Rindfleischerzeugnissen sowie zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 820/97 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 319/2006 der Kommission vom 20. Februar 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 489/2006 der Kommission vom 24. März 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates hinsichtlich der Stützungsregelungen nach Titel IV und IVbis der besagten Verordnung und der Verwendung von Stilllegungsflächen für die Erzeugung von Rohstoffen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 263/2006 der Kommission vom 15. Februar 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund der am 26. Juni 2006 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass die Extensivierungsprämie seit dem 1. Januar 2005 nicht mehr gewährt wird;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Landwirte unverzüglich darüber zu informieren, dass seit 2006 kein Anspruch auf die Mutterkuhprämien aus der Reserve gewährt wird und dass die Modalitäten für die Gewährungen von Prämienansprüchen aus dem Prämienfonds für Mutterkuhprämien an die Erzeuger abgeändert worden sind;

In der Erwägung, dass diese neuen Modalitäten für die Gewährung von Ansprüchen auf die Mutterkuhprämie an die Erzeuger rückwirkend ab dem 1. Januar 2006 anwendbar sind;

In der Erwägung, dass die Erzeuger so schnell wie möglich von diesen Modalitäten in Kenntnis zu setzen sind;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe wird ein Punkt 6° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«6° "mithelfender Ehepartner": die natürliche Person, die einer Sozialversicherungskasse für Selbstständige als Selbstständiger in der Eigenschaft eines mithelfenden Ehepartners im Sinne von Artikel 7bis, § 1 des Königlichen Erlasses Nr. 38 vom 27. Juli 1967 zur Einführung des Sozialstatuts der Selbständigen, ersetzt durch Artikel 42 des Programmgesetzes vom 8. April 2003, als Landwirt angeschlossen ist und die eine landwirtschaftliche Tätigkeit in demselben Betrieb wie ihr Ehepartner oder ihr gesetzlich zusammenwohnender Partner ausübt".»

Art. 2 - In Artikel 3, § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2004 bezüglich der Mutterkuhprämie und der Extensivierungsprämie für Mutterkühe wird folgender Absatz hinzugefügt:

«Ab 2006 werden die Ansprüche auf die Mutterkuhprämie aus der Reserve nicht mehr gewährt.»

Art. 3 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

§ 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 1 - Im Falle einer Übertragung des Betriebs auf einen anderen Erzeuger durch Erbschaft, aufgrund einer Akte in Sachen Eigentumsübertragung oder Eigentumserklärung oder einer Nutznießungsakte eines Gebäudes sowie eines Aktes über einen Mietvertrag, einen Untermietvertrag oder eine Abtretung des Mietvertrags, im Falle einer Zusammenlegung von Betrieben durch zwei oder mehrere Erzeuger, kann der überlassende Erzeuger, der gemäß Artikel 5 die Mutterkuhprämie für das laufende Jahr nicht schon beantragt hat, seine gesamten Prämienansprüche auf den übernehmenden Erzeuger übertragen, ohne dass eine Einbehaltung für die nationale Reserve getätigt wird.

Die beiden Erzeuger müssen den im ersten Absatz erwähnten Antrag auf Übertragung von Ansprüchen unterzeichnen. Wenn der eine oder der andere der betroffenen Erzeuger ein Zusammenschluss von natürlichen Personen ist, müssen alle Personen dieses Zusammenschlusses unterzeichnen. Im Falle einer juristischen Person muss der Antrag durch den geschäftsführenden Verwalter oder den Geschäftsführer oder alle geschäftsführenden Verwalter oder Geschäftsführer dieser juristischen Person unterzeichnet werden.

Ab dem 1. Januar 2006 muss der übernehmende Erzeuger die Bedingungen bezüglich der Erstiniederlassung, wie sie im Kapitel IV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft erwähnt sind, erfüllen. Der übernehmende Erzeuger muss die Gesamtheit des Betriebs sowie die Gesamtheit der Ansprüche auf Mutterkuhprämie des überlassenden Erzeugers übernehmen. Wenn der übernehmende Erzeuger, oder ggf. die natürliche Person, die Mitglied des betroffenen Zusammenschlusses ist, am Zeitpunkt seines Antrags auf Übertragung von Prämienansprüchen durch Betriebsübernahme keinen Antrag für die Beihilfen in der Landwirtschaft auf der Grundlage einer Erstiniederlassung kraft des besagten Kapitels IV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 1997 über die Beihilfen in der Landwirtschaft eingereicht hat, ist der übernehmende Erzeuger verpflichtet, seinem Antrag auf Übertragung von Prämienansprüchen die folgenden Beweisstücke beizufügen:

- ein Auszug aus der Geburtsurkunde der betreffenden Person;
- eine datierte und unterzeichnete Übernahmevereinbarung;
- eine Abschrift der Identifizierungskarte;
- eine Abschrift der Pachtverträge über die Übernahmevereinbarung;
- eine Bescheinigung der Sozialsicherungskasse, auf der angegeben wird, dass die Person eine landwirtschaftliche Tätigkeit im Vollzeitberuf ausübt.

Wenn der übernehmende Erzeuger der Verwaltung jedoch als Mitglied eines Zusammenschlusses von zwei natürlichen Personen, von denen er der mithelfende Partner ist, bekannt ist, kann dieser übernehmende Erzeuger Zugang zu einer Erstiniederlassung haben, insofern die gesamten sonstigen Bedingungen erfüllt sind und insofern dieser übernehmende Erzeuger vor der betroffenen Betriebsübertragung keinen anderen Betrieb betrieben hat, als denjenigen, den er gemeinsam mit seinem Ehepartner betreibt.

Die im dritten Absatz erwähnte Bedingung der Erstiniederlassung ist für einen gegebenen Betrieb in den folgenden Fällen nicht zu erfüllen:

1° wenn der Erzeuger, der den Betrieb überlässt und seine Ansprüche überträgt, seinen Rechtsstatus oder seine juristische Bezeichnung zugunsten des übernehmenden Erzeugers ändert, von dem er dieselbe verwaltende natürliche Person bleibt;

2° wenn der Erzeuger, der den Betrieb überlässt und seine Ansprüche überträgt, ein Zusammenschluss von natürlichen Personen ist und wenn der übernehmende Erzeuger eine dieser Personen ist, sofern der übernehmende Erzeuger die Gesamtheit des betroffenen Betriebs übernimmt;

3° wenn der übernehmende Erzeuger ein Zusammenschluss von natürlichen Personen ist, von dem eine dieser Personen der überlassende Erzeuger ist, sofern der übernehmende Erzeuger die Gesamtheit des betroffenen Betriebs und der betroffenen Ansprüche übernimmt;

4° bei der Aufteilung eines Betriebs, der durch einen überlassenden Erzeuger, der ein Zusammenschluss von natürlichen Personen ist, betrieben wird.

In den in Absatz 3 und Absatz 5 erwähnten Fällen ist der übernehmende Erzeuger nicht berechtigt, seine Ansprüche auf die Mutterkuhprämie im Laufe des laufenden Jahres und des folgenden Jahres zu überlassen; er muss die Gesamtheit seiner Ansprüche im Laufe desselben Zeitraums benutzen.»

In § 2, Punkt a) wird der erste Satz wie folgt ersetzt:

«Falls der überlassende Erzeuger und der übernehmende Erzeuger im ersten Grad oder im zweiten Grad verwandt oder im ersten Grad verschwägert sind oder wenn der überlassende Erzeuger und der übernehmende Erzeuger Ehepartner sind, kann der überlassende Erzeuger seine Prämienansprüche innerhalb des vom Minister für die Übertragung festgelegten Zeitraums teilweise oder vollständig auf den übernehmenden Erzeuger übertragen.»

Art. 4 - Artikel 5 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 5 - Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Beantragung der Prämie.»

Art. 5 - Artikel 6 bis 8 desselben Erlasses sind nach dem 1. Januar 2005 nicht mehr anwendbar.

Art. 6 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2006 wirksam, mit Ausnahme der Artikel 4 und 5, die am 1. Januar 2005 wirksam werden.

Art. 7 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Juli 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 3165

[2006/202756]

7 JULI 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 betreffende de zoogkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoogkoeien

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 5 februari 1999 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, laatst gewijzigd bij de wet van 13 juli 2001;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 1913/2005 van de Raad van 23 november 2005;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1760/2000 van het Europees Parlement en de Raad van 17 juli 2000 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor runderen en inzake de etikettering van rundvlees en rundvleesproducten en tot opheffing van Verordening (EG) nr. 820/97 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 319/2006 van de Commissie van 20 februari 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 489/2006 van de Commissie van 24 maart 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad met betrekking tot de bij titels IV en IVbis van die Verordening ingestelde steunregelingen en het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 263/2006 van de Commissie van 15 februari 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 betreffende de zoogkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoogkoeien;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van landbouw en visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het vlak van landbouw en visserij;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid d.d. 26 juni 2006;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de extensiveringspremie niet meer toegekend wordt vanaf 1 januari 2005;

Overwegende dat de landbouwers zo spoedig mogelijk er in kennis van moeten worden gesteld dat vanaf 2006 geen recht op de zoogkoeienpremie zal worden toegekend vanuit de reserve en dat de modaliteiten voor de toekenning aan producenten van genoemde premie vanuit het fonds van rechten op de zoogkoeienpremie zijn gewijzigd;

Overwegende dat die nieuwe modaliteiten voor de toekenning van rechten op genoemde premie aan de producenten vanaf 1 januari 2006 gelden met retroactieve werking;

Overwegende dat de producenten zo spoedig mogelijk over die modaliteiten ingelicht dienen te worden;

Overwegende dat voorzien wordt in straffen bij niet-naleving van de termijnen die de Europese regelgeving oplegt voor de storting van bedoelde subsidies aan de producenten of in geval van laattijdige of slechte toepassing van bedoelde regelgevingen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 betreffende de zoogkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoogkoeien, wordt een punt 6° ingevoegd, luidend als volgt :

« 6° "meewerkend echtgenoot" : de natuurlijke persoon aangesloten bij een kas voor sociale verzekeringen voor zelfstandige beroepen als meewerkend echtgenoot in de zin van artikel 7bis, § 1, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, gewijzigd bij artikel 42 van de programmawet van 8 april 2003, als landbouwer die een landbouwactiviteit uitoefent in hetzelfde bedrijf als zijn echtgenoot of wettelijk samenwonende partner. »

Art. 2. In artikel 3, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 betreffende de zoogkoeienpremie en het extensiveringsbedrag voor zoogkoeien, wordt het volgende lid ingevoegd :

« Vanaf 2006 zullen de rechten op de zoogkoeienpremie vanuit de reserve niet meer worden toegekend. »

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

De eerste paragraaf wordt gewijzigd als volgt :

« § 1. Bij overdracht van een bedrijf aan een andere producent wegens erfopvolging, krachtens een akte tot overdracht of verklaring van eigendom of vruchtgebruik van een onroerend goed, evenals een akte houdende huurovereenkomst, onderverhuur of afstand van huurovereenkomst en bij het samenleggen van bedrijven door twee of meerdere producenten kan de producent-overdrager die de zoekkoeienpremie voor het lopende jaar nog niet heeft aangevraagd, overeenkomstig artikel 5, al zijn rechten op de premie overdragen aan de producent-overnemer zonder inhouding voor de reserve.

Beide producenten moeten de in het eerste lid bedoelde aanvraag om overdracht van rechten ondertekenen. Wanneer de ene of de andere van de betrokken producenten een groepering van natuurlijke personen is, moeten alle leden van die groepering ondertekenen. In geval van rechtspersoon moet de aanvraag ondertekend zijn door de afgevaardigde bestuurder of de beheerder ofwel door elk van de afgevaardigde bestuurders of beheerders van die rechtspersoon.

Vanaf 1 januari 2006 moet de producent-overnemer voldoen aan de voorwaarden van een eerste vestiging zoals bedoeld in hoofdstuk IV van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997 betreffende steun aan de landbouw. De producent-overnemer moet het geheel van het bedrijf overnemen alsook het geheel van de rechten op de zoekkoeienpremie van de producent-overdrager. Indien de producent-overnemer of in voorkomend geval de natuurlijke persoon-lid van de betrokken groepering, bij de aanvraag om overdracht van premierechten wegens bedrijfsopname, geen aanvraag om steun aan de landbouw wegens eerste vestiging krachtens hoofdstuk IV van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 1997, heeft ingediend, is hij ertoe verplicht de volgende bewijsstukken te voegen bij zijn aanvraag om overdracht van premierechten :

- een uittreksel uit de geboorteakte betreffende de betrokken persoon;
- een gedateerde en ondertekende overnameovereenkomst;
- een afschrift van de identificatiekaart;
- een afschrift van de pachten betreffende de overnameovereenkomst;
- een attest van de kas voor sociale verzekeringen waarin staat vermeld dat de persoon een landbouwactiviteit uitoefent als hoofdberoep.

Evenwel wanneer de producent-overnemer vooraf bekend is bij het bestuur als lid van een groepering van twee natuurlijke personen waarvan hij de meewerkende echtgenoot is, kan hij toegang hebben tot een eerste vestiging voor zover aan alle andere vereisten voldaan is en op voorwaarde dat die producent-overnemer geen ander bedrijf dan dat beheerd in samenwerking met zijn echtgenoot beheerde vóór de betrokken bedrijfsopnameoverdracht.

De in het derde lid bedoelde voorwaarde voor de eerste vestiging is niet vereist voor een bepaald bedrijf, onder de volgende omstandigheden :

1° wanneer de producent die het bedrijf en zijn rechten overdraagt, zijn juridisch statuut of benaming verandert ten gunste van de producent-overnemer wiens hij dezelfde rechtspersoon-beheerder blijft;

2° wanneer de producent die het bedrijf en zijn rechten overdraagt, een groepering van rechtspersonen is en de producent-overnemer één van die personen is, voor zover de producent-overnemer het geheel van het betrokken bedrijf overneemt;

3° wanneer de producent-overnemer een groepering van natuurlijke personen is en de producent-overdrager één van die personen is, voor zover de producent-overnemer het geheel van het betrokken bedrijf en van de betrokken rechten overneemt;

4° in geval van splitsing van een bedrijf beheerd door een producent-overdrager, groepering van natuurlijke personen.

In de gevallen bedoeld in het derde en vijfde lid kan de producent-overnemer zijn rechten op de zoekkoeienpremie niet overdragen tijdens het lopende en het volgende jaar en moet het geheel van zijn rechten gebruiken tijdens diezelfde periode gebruiken. »

In de tweede paragraaf, punt *a)*, wordt de eerste zin gewijzigd als volgt :

« In geval van bloedverwantschap in de eerste of tweede graad of van aanverwantschap in de eerste graad tussen de producent-overdrager en de producent-overnemer of wanneer de producent-overdrager en de producent-overnemer echtgenoten zijn, kan de producent-overdrager zijn premierechten geheel of gedeeltelijk overdragen aan de producent-overnemer tijdens de door de Minister vastgestelde overdrachtsperiode. »

Art. 4. Artikel 5 wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 5. De Minister bepaalt de modaliteiten voor de premieaanvraag. »

Art. 5. Artikelen 6 tot 8 van hetzelfde besluit zijn niet meer van toepassing na 1 januari 2005.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2006, met uitzondering van artikelen 4 en 5, die uitwerking hebben met ingang van 1 januari 2005.

Art. 7. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 juli 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN